



RENDU EXECUTOIRE LE

- 2 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 19/01/2024

Reçu en préfecture le 19/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240119-24_A_SE_0077-AR

S'LO

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0077

du 19 JAN. 2024

fixant à compter de 2024

le tarif hébergement pour les bénéficiaires de

l'aide sociale à la Résidence Autonomie

« L'Age d'Or » de Lencloître gérée par

« L'Association de Gestion

d'Etablissements et de Services »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 27 août 2021 portant habilitation partielle de la Résidence Autonomie « L'Age d'Or » de Lencloître à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la convention n° 2022-C-DGAS-DHV-SE-0008 du 02 mai 2022 relative à l'habilitation partielle de la Résidence Autonomie « L'Age d'Or » de Lencloître à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le tarif journalier relatif à l'hébergement des personnes âgées, remboursable à la Résidence Autonomie « L'Age d'Or » de Lencloître pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale est fixé, à compter de 2024, à 41,41 €.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

Envoyé en préfecture le 19/01/2024

Reçu en préfecture le 19/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240119-24_A_SE_0077-AR

S'LO

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le **19 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON